

EL SALVADOR- DENONCIATION
MANAGUA- 21 Mars- ANN

Gaz corrosifs sur les cadavres, assassinats collectifs, utilisation de la réforme agraire pour occuper militairement la campagne, tentatives de décapitation des organisations révolutionnaires de masse, action conjointe des forces militaires et des organismes para-militaires, barrages incendiaires autour des villages, des milliers de familles réfugiées dans les montagnes ou à l'archevêché, possibilité d'une intervention américaine dans le pays: voilà le contexte où s'inscrit la déclaration faite hier à l'Agence Nueva Nicaragua par Patricio Fuentes d'Amnistie Internationale.

Fuentes a annoncé à Managua que le 19 mars, son organisation a condamné la Junte au pouvoir au Salvador, à cause des crimes commis contre la population. "Au Salvador, dit Amnistie Internationale, on ne se contente pas d'assassiner. On détruit les cadavres. J'en ai été témoin," a ajouté Fuentes.

Il a été témoin, avec des membres de la Commission des Droits Humains du Salvador, de l'état dans lequel se trouvaient les cadavres des victimes de la répression qui s'est produite lors de l'arrêt de travail du 17 mars....

....Fuentes a aussi dénoncé le fait qu'on "utilise la réforme agraire non pour redistribuer la terre aux paysans qui en ont besoin, mais pour occuper militairement la campagne. Cette "réforme" constitue une trahison évidente, un autre coup cruel au peuple salvadorien".

Ainsi, les forces militaires arrivent sur une grande propriété déterminée et ils s'en emparent au nom de la réforme agraire à réaliser. Les paysans qui résistent sont fusillés sur-le-champ. Dans d'autres régions, de faux dirigeants se font passer pour des représentants d'organisations révolutionnaires. Ils réunissent les paysans et leur

parlent de la révolution. Une fois qu'ils ont détecté ainsi les sympathisants des organisations révolutionnaires, ils les mitraillent. La plupart des cadavres sont arrosés d'un acide corrosif pour en empêcher l'identification...

.... Plus de 500 paysans se sont réfugiés à l'archevêché...

La répression est devenue sélective. Elle vise les syndicats, les paysans, la Commission des Droits Humains, la presse, "Ils ne veulent pas de témoins", a dit Fuentes. C'est pourquoi on a expulsé brusquement plusieurs correspondants et on a menacé d'autres...

"Nous avons pu également vérifier des attaques à l'égard des syndicats: des vols, du vandalisme et des assassinats de dirigeants. Les forces armées et les groupes civils d'extrême-droite sont responsables de ces sévices: cela est déjà visible et reconnu. La Junte gouvernementale ne contrôle absolument pas ces forces... Aussi, les membres de la Démocratie-Chrétienne qui font partie du gouvernement ont affiché, face à la vague de crimes, une attitude lamentable, complice et ils ont renié tout un passé d'opposition anti-militaire réelle.